



# FASCISME

ORGANE DE LA FÉDÉRATION INTERNATIONALE DES OUVRIERS DU TRANSPORT

PARAIT TOUS LES QUINZE JOURS EN FRANÇAIS, ALLEMAND, ANGLAIS, SUÉDOIS, ESPAGNOL ET HOLLANDAIS ET EN PARTIE EN ESPÉRANTO. LE PRIX DE L'ABONNEMENT EST DE FL. 4.- PAR AN (ET DE FL. 2.- POUR LES MEMBRES DES ORGANISATIONS ADHÉRENTES À L'I.T.F. ET AUTRES ORGANISATIONS OUVRIÈRES). S'ADRESSER POUR LES ABONNEMENTS: VONDELSTRAAT 61, AMSTERDAM, WEST

N° 21  
6ème année

Amsterdam, le 15 octobre 1938.

## Ouvriers sudètes livrés (I.T.F.) à la Gestapo.

Dans les accords de Munich dans lesquels la Grande-Bretagne et la France ont convenu, ensemble avec l'Allemagne et l'Italie, la cession à Hitler de la région des Allemands des Sudètes, il a été stipulé que toutes les localités, dans lesquelles fût-ce à peine plus de 50% des habitants sont de langue allemande, seraient incorporées dans le Reich des Nazis. Il n'a été tenu aucun compte du fait que dans ces localités une grande partie des Allemands qui y étaient domiciliés étaient des antifascistes et que par conséquent la grande majorité des habitants ne voulaient pas la dictature nazie. Pour Chamberlain et pour Daladier, chaque Allemand semble avoir le devoir de se soumettre aux Nazis.

La Gestapo n'a pas manqué de profiter de l'occasion. En même temps que les troupes allemandes les bourreaux nazis ont paru dans la région des Sudètes. La Gestapo a concentré de toutes les parties d'Allemagne les "S.S. Totenkopfverbände", les sections des S.S. en uniforme noir qui surveillent et torturent les internés des camps de concentration. "Les hommes de la Gestapo ont immédiatement commencé, en collaboration étroite avec les troupes avançantes, l'épuration (de la région des Sudètes) des traîtres marxistes et autres ennemis de l'Etat" (Frankfurter Zeitung, 10 octobre 1938). Les officiers compétents de l'état-major ont mis une partie des tortionnaires de la Gestapo aux premiers rangs, afin d'empêcher les syndicalistes et démocrates sudètes de se mettre en sûreté.

Des camps de concentration ont déjà été installés près de Bodenbach et près de Karlsbad, destinés à recevoir des Allemands des Sudètes "libérés".

Pas de capitulation devant le fascisme! (I.T.F.) A Munich MM. Chamberlain et Daladier ont comme représentants des classes dominantes de Grande-Bretagne et de France, non seulement trahi la République tchécoslovaque, leur alliée, mais ont aussi livré tout l'est de l'Europe au pouvoir du fascisme. Afin d'éviter une guerre qui aurait entraîné l'échec certain de l'axe Berlin-Rome, ils ont cédé au groupe des pays fascistes le prix de la victoire, ils ont cédé à la Tchécoslovaquie et à l'Europe une paix fasciste. Etant donné que les classes dominantes anglaises et françaises craignent que dans une guerre le pouvoir de Hitler et de Mussolini ne s'effrite et que les

masses allemandes et italiennes ne saisissent l'occasion de faire une révolution, elles ont trahi leurs principes solennellement consacrés et en sacrifiant leur alliés, considérablement renforcé le pouvoir du fascisme en Europe.

A présent que le geste est accompli, elles s'effrayent devant les conséquences. C'est trop tard qu'elles comprennent qu'à la longue les Etats fascistes ne se contenteront pas de menacer les petits Etats et de piller les ouvriers et les paysans de l'est et du sud-est de l'Europe, mais que bientôt le bloc des pays fascistes--fidèle au plan tracé par Hitler dans son livre "Mein Kampf"--se tournera vers l'ouest afin d'attaquer la France et de porter la main sur les intérêts vitaux de l'impérialisme britannique. Sarcastique, Hitler déclara (le 9 octobre à Sarrebruck) aux "sauveurs de la paix" à Londres et à Paris que l'Allemagne poursuivra à présent son réarmement avec une énergie accrue. En sauvant la paix, ils ont renforcé le pouvoir de Hitler, mais ils tremblent déjà devant les conséquences de leur geste. Tout en se laissant glorifier comme apôtres de la paix, ils se réfugient dans des préparatifs de guerre accélérés. La course aux armements se poursuit dans tous les pays. La paix fasciste de Munich n'a pas écarté le danger de guerre, elle a simplement évité la guerre à un moment défavorable pour les pays fascistes et permis à ces pays de mieux se préparer à une conflagration mondiale.

Pendant les journées critiques de la fin de septembre, on voyait se dessiner un front de guerre qui opposerait les classes dominantes anglaises et françaises, aux côtés de l'Allemagne et de l'Italie, à la Tchécoslovaquie et à l'Union soviétique. Déjà, le ministre socialiste de la Justice dans le cabinet tchécoslovaque Houza, a signalé le 30 septembre dans un discours radiodiffusé, le danger que dans les circonstances données "la Grande-Bretagne et la France seraient contraintes d'aider l'Allemagne sinon militairement du moins par une pression diplomatique... Abandonnés par tout le monde, n'aides que par l'Union soviétique, nous Tchécoslovaques nous nous trouverions (en cas d'opposition contre le dictat de Munich) dans une situation pénible.... La Tchécoslovaquie serait qualifiée d'exposant du bolchévisme et nos voisins non seulement, mais nos alliés de l'ouest, considéreraient notre lutte comme une lutte du communisme contre la civilisation occidentale". Le même jour, le ministre tchécoslovaque Vavrečka déclara : " Une guerre aux côtés de la Russie ne serait pas seulement une guerre contre l'Allemagne, mais toute l'Europe, y compris la France et la Grande-Bretagne, considéreraient cette guerre comme une guerre du bolchévisme contre l'Europe et c'est ainsi que peut-être toute l'Europe partirait en guerre contre la Russie et contre nous." (Suivant le compte-rendu du "Pravo lidu", organe central du parti socialiste tchécoslovaque à Prague, dans le numéro paru sous censure le 2 octobre.)

Le danger de cette coalition guerrière de la grande bourgeoisie européenne fasciste et fascistophile pèse menaçant sur l'Europe et sur le monde.

La prochaine victime sera l'Espagne. Toutefois cette issue n'est pas inéluctable. Une action prompt et déterminée du prolétariat international organisé pourrait éviter la capitulation devant le fascisme.

Une panique de guerre a (I.T.F.) régné en Allemagne. Pendant les jours critiques qui se sont écoulés entre les conférences de Godesberg le 23 septembre et l'accord de Munich le 29, un état d'esprit désespéré régnait dans de larges couches de la population allemande. Dans les régions de frontière et les grands centres où le risque de bombardements aériens était plus grand, la peur de la guerre se manifestait d'une manière indescriptible. On comptait avec l'entrée de troupes étrangères et avec des bombardements aériens; celui qui en avait les moyens se procurait des malles et des véhicules de transport, afin de pouvoir en cas de déclenchement des hostilités, s'enfuir vers l'intérieur du pays, si possible à la campagne.

Dans bien des villes on se battait pour avoir des masques contre les gaz. Mais il n'y en avait point. A maints endroits les gens faisaient la queue aux portes des magasins mais la farine, la graisse et les oeufs avaient subitement disparu. Beaucoup voulaient faire des provisions, mais les magasins étaient vides. Dans bien des localités les caisses d'épargne ne faisaient des paiements aux déposants que sur présentation d'un certificat d'indigence délivré par l'Association nationale-socialiste du bien-être populaire.

Dans la rue on invectivait ouvertement contre la guerre et ceux qui y poussaient. La police assistait impassible; on n'osait pas intervenir.

Tous les articles agressifs contre la Tchécoslovaquie n'avaient guère impressionné les gens. Des soldats de toutes armes discutaient ouvertement la possibilité de désertier. Le peuple allemand voulait la paix. Pour commencer la détente apporta un soulagement général. Après quelques jours cependant, les gens se demandaient méfiants: Hitler continuerait-il les armements si la paix était vraiment assurée?

-----  
La Gestapo confirme des renseignements émanant d'antifascistes militants syndicaux. "Das Schwarze Korps", le journal hebdomadaire publié par le chef de la Gestapo, écrit en effet le 6 octobre: "Dans la ville de Treuenbritzen dans la Marche, un état de panique existait la semaine dernière du fait que certaines commères avaient lancé le bruit qu'une bohémienne (?) aurait prédit le déclenchement de la guerre mondiale pour le 1er octobre. Ce n'est hélas pas là une plaisanterie. Berlin n'est situé qu'à une heure en auto de Treuenbrietzen. Il y a beaucoup de Treuenbritzen dans la patrie allemande....."

Partout en Allemagne on tremblait devant le 1er octobre, le jour où l'ultimatum d'Hitler devait expirer et dans d'innombrables villes et villages une panique régnait. Nulle part le moindre enthousiasme pour la guerre.

Un appel aux ouvriers allemands (I.T.F.) Pendant les jours critiques de fin septembre, un Appel aux ouvriers allemands, émanant des présidents révolutionnaires des groupes syndicalistes allemands, adhérents à la Fédération internationale des transports (I.T.F.), a été radiodiffusé par une série de postes émetteurs à ondes longues et courtes. L'appel avait en outre été signé par le Comité d'action des mineurs syndicalistes d'Allemagne et par les hommes de confiance de groupements clandestins d'ouvriers métallurgistes, employés et ouvrier du textile.

Pourqu'ils ne retournent pas (I.T.F.) Le nombre de ceux qui sont condamnés leurs armes..... par les tribunaux nazis en raison de méfaits politiques est si grand que l'armée a constitué des "régiments pénitentiaires" pour une partie des condamnés politiques. En ce qui concerne les Allemands condamnés pour haute trahison on suppose qu'ils ne cherchent que l'occasion de combattre l'ennemi dans leur propre pays. C'est pourquoi, dans les cas où ils sont libérés après avoir purgé leur peine, on leur délivre en tant qu'"éléments politiquement peu sûrs" un certificat qui les exclut de tous services militaires. En temps de paix, on ne les appelle sous les drapeaux et on les élimine même dans la mesure des possibilités des travaux au profit de l'armée. Les condamnés pour actes d'opposition politique jugés inoffensifs et qui par conséquent ne sont pas considérés comme "politiquement peu sûrs" reçoivent le certificat du service militaire mais ne sont pas appelés à faire du service militaire de manière normale. La dictature craint l'infection anti-fasciste des soldats. C'est pourquoi depuis quelque temps ces éléments sont groupés, ensemble avec les malfaiteurs condamnés uniquement à une peine de prison, dans des régiments pénitentiaires, régiments d'infanterie dans lesquels les soldats à former sont traités presque comme les internes des camps de concentration.

Les injures sont à l'ordre du jour. Les exercices militaires à titre de punition pour le moindre méfait y sont la règle. Dès l'ombre d'un mouvement d'opposition on tire sur les soldats.

Les soldats de ces régiments pénitentiaires sont aussi formés pour le maniement des armes, toutefois avec des précautions spéciales. On leur délivre les armes à feu que sur le terrain d'exercices. Préalablement arrivent des trains amenant des hommes d'un autre régiment composé principalement de miliciens des S.A. et S.S. Pour éviter qu'un jour les hommes ne retournent leurs armes contre les officiers, les surveillants restent sur le terrain l'arme chargée jusqu'à ce que les soldats aient rendu leurs armes.

Les ouvriers des industries de guerre sont sans défense. (I.T.F.) Le 9 mars 1938, un ajusteur-mécanicien ayant travaillé pendant plus de quatre ans dans une entreprise du Wurtemberg, fut congédié avec l'indication que sur une instruction spéciale il était renvoyé pour des "motifs de sécurité de l'Etat". On ne communiqua pas à l'ouvrier pourquoi il compromettait la sécurité de l'Etat. Il porta plainte devant le tribunal mais les juges nazis lui déclarèrent: "Les établissements des industries de guerre relèvent d'une rigoureuse surveillance de l'Etat qui est exercée en secret. Il devait lui suffire

de savoir que "un organe public dont le nom ne peut être indiqué, a donné l'instruction formelle de l'éloigner de l'entreprise pour des motifs de sécurité de l'Etat, sans faire connaître, ni à lui ni au tribunal, les motifs détaillés de cette décision..." (Jugement du tribunal prud'hommal de Stuttgart, 7 mai 1938.)

La prison menace celui qui, en Allemagne, s'oppose aux travaux forcés.

Un ouvrier allemand de 22 ans qui n'avait pas donné suite à l'appel lui intimant de se présenter aux travaux de construction d'une route fut condamné, en référé, comme "ennemi de l'Etat" par le tribunal des échevins de Coblenz à 2 mois de prison.

Le tribunal de Neuwied (Rhénanie) condamna trois ouvriers qui avaient quitté le travail obligatoire qui leur avait été imposé, à des peines de prison. Un des trois devait, selon le jugement, "commencer son travail à l'autostrade pendant la période de détention". (Voir "Kölnische Zeitung" du 29 août 1938)

Le houspillage dans les travaux de fortifications.

(I.T.F.) Afin de pousser les ouvriers appelés à travailler aux fortifications à un rythme outré, les Nazis ont passé à l'adoption de méthodes qu'ils qualifiaient jusqu'ici d'"inventions bolchévistes", de "Stakhanovisme". Le Dr. Ley écrit par exemple (dans le "Völkischer Beobachter" du 25 septembre): "J'ai rencontré ces jours des ouvriers qui volontairement n'ont pendant 18, 20 et 24 heures interrompu leur travail que pour de courts casse-croute". "Der Ruhrarbeiter", l'organe hebdomadaire du Front du travail pour l'Allemagne occidentale, indique même (dans le 1er numéro d'octobre) que certains ouvriers ont "sur le chantier accompli jusqu'à 50 heures de travail, coupées uniquement de courts repos."

Surmenage des ouvriers allemands.

(I.T.F.) "Les heures de travail de bien des ouvriers allemands frisent déjà la limite de ce qui est tolérable pour la santé publique"--ainsi constate l'Office social du Front allemand du travail. Il encourage néanmoins les ouvriers à "réaliser un rendement accru au moyen d'heures de travail augmentées". (Cahiers mensuels de Politique nationale-socialiste, 25 septembre 1938).

En fait de réaction sociale l'Allemagne et l'Italie donnent l'exemple.

(I.T.F.) A la dernière Conférence internationale du Travail à Genève les délégués patronaux, se réclamant de ce qui se pratique en Allemagne et en Italie, se sont élevés contre une réduction des heures de travail. La "Revue internationale du Travail" du B.I.T. écrit à ce propos (N° de septembre 1938 pages 362/63):

"Les membres employeurs de la Commission (chargée d'examiner la question de la généralisation de la réduction de la durée du travail), à l'exception de ceux des Etats-Unis et de la France, ont exposé les raisons qui, selon eux, plaident contre une généralisation de la réduction de la durée du travail.....ce que l'on sait de la durée du travail en Allemagne et en Italie doit rendre prudents les partisans de la généralisation de la réduction des heures de travail...."

Neuf mois de prison à qui proteste contre des retenues.

(I.T.F.) Dans un port allemand un ouvrier se présenta au bureau du chef du personnel de l'établissement où il était occupé en déclarant: "J'ai femme et enfantset n'arrive pas à boucler mon budget. Le Secours d'hiver sait combien j'ai la vie difficile et il m'a donné des paquets de vivres. Malheureusement ce n'étaient que de vieux pois et fèves qui valaient à peine la cuisson. Il vaudrait mieux, par conséquent, que le Secours d'hiver ne me donne plus rien et qu'on ne pratique plus de retenues sur mon salaire à cet effet. Je pourrais alors acheter à mes enfants pour l'argent que je devais verser au Secours d'hiver quelque chose de meilleur. Vu que le Secours d'hiver est facultatif la chose pourra bien s'arranger, je pense." - Pour avoir refusé le versement au Secours d'hiver prétendu facultatif, l'ouvrier fut qualifié de "citoyen peu digne de confiance", renvoyé du travail et condamné à neuf mois de prison pour "critiquescontre l'activité du Secours d'hiver".

L'argent destiné aux chômeurs  
est dilapidé pour le rear-  
memont.

(I.T.F.) L'Office national pour le placement et l'assurance-chômage garantissait, lors de sa constitution (en 1927) à chaque ouvrier et employé

assuré le paiement d'une allocation en cas de chômage. L'intéressé devait à cet effet verser une prime de 1,1/2 % de son revenu brut, l'employeur versant la même somme. En 1930 la cotisation fut augmentée de 3 % qu'elle était ( en passant par 3 1/2 et 4 1/2%) jusqu'à 6 1/2 %. Et bien qu'en Allemagne il n'y ait plus guère de chômeurs à secourir, après le redoublement de l'armée et l'introduction de diverses formes de travail forcé, et bien qu'en Allemagne le droit au secours de chômage ait été --en vertu d'un décret-loi du gouvernement von Papen, appuyé par le parti hitlérien-- ramené de 20 semaines (pour les ouvriers saisonniers 16 ) à six semaines, une déclaration d'indigence étant nécessaire à partir de la septième semaine, la prime resta inchangée. Durant le dernier exercice (1er avril 1937 au 1er avril 1938) un montant de 1 3/4 milliard de marks a été encaissé en primes.

Officiellement ces cotisations forcées à l'Office pour l'assurance-chômage doivent être considérées comme une prime d'assurance contre le chômage, en réalité toutefois elles sont un impôt qui vient s'ajouter à l'impôt sur le revenu, une taxe spéciale que les ouvriers et employés doivent payer au profit des caisses de guerre de la dictature nazie. Près des deux tiers des recettes de l'Office national pour l'assurance-chômage, ont été versés pendant l'exercice écoulé (1937/1938) aux caisses générales de l'Etat. Pendant les cinq années de dictature nazie, des cotisations obligatoires pour un total de 6,8 milliards de marks, ont été perçues des travailleurs allemands. De cette somme, trois milliards ont été payés en secours aux chômeurs et chômeurs partiels, 600.000 ont été dépensés pour l'activité de placement et dans des buts administratifs et 2,6 milliards ont servi au financement direct et indirect du réarmement allemand.

(Pour les rédactions: Le tableau suivant fait voir à quels chapitres ont été affectées les sommes que le Reich s'est fait verser de l'argent du fonds des chômeurs:

	1932	1933	1934	1935	1936	1937	Total:
	en millions de marks.						
Assistance publique .....	53,1	252,7	258,7	140,3	160,3	--	869,1
Assurance-invalidité	--	37,1	26.-	35,1	56,2	9,6	164.-
Prêts pour auto-							
strades	--	--	--	--	150.-	265.-	415.-
Pour routes et voies							
d'eau	--	--	--	--	300.-	--	300.-
Amortiss. des bons							
pour combattre le							
chômage/en 1932 et							
/emis 1933	--	--	--	--	--	404,3	404,3
Mesures d'urgence							
pour l'Autriche	--	--	--	--	--	5.-	5.-
Idem pour la Sarre	--	--	--	4,6	6,5	4,3	15,4
Autres secours aux							
chômeurs. ....	5,1	15,2	3,8	2,4	1,9	1,9	30,3
Versements au trésor	--	--	--	--	--	368,8	368,8
	58,2	305	288,5	182,4	678,9	1058,9	2571,9

Les chapitres 1,2 et 3 étaient financés jusqu'ici du produit général des impôts; les autres sont des dons proprement dits. Vu la situation de la Société des autostrades, ce n'est que pour la forme qu'il est au 3ème point question d'un prêt.

Le Front allemand du travail  
finance les préparatifs de  
guerre.

(I.T.F.) "Le cantonnement des 450.000 ouvriers occupés aux travaux de fortifications en Allemagne occidentale "regarde uniquement le "front du travail" (Berliner

Tagblatt, 21 septembre). C'est le "front du travail qui rétribue le personnel administratif et décharge le Trésor public d'une partie des frais de logement et de nourriture des ouvriers.



LES OUVRIERS DU TRANSPORT SOUS LE FASCISME

Les conditions à la Reichsbahn. (I.T.F.) Il ressort de renseignements fournis par des ouvriers de la Reichsbahn que les travaux de révision et de réparation dans les ateliers de la Reichsbahn doivent être accélérés afin de permettre au matériel roulant de faire face--fût-ce à peine-- aux nécessités actuelles du trafic. Chaque dépôt est chargé d'exécuter une certaine quantité de travail et cela dans le délai le plus bref. "Il n'y a plus chez nous"--ainsi écrivent ces ouvriers--"d'heures de travail régulières. Le chef de l'atelier ou le contremaître détermine à quelle heure commencera et se terminera le travail, quels seront les repos etc. On commence à 4 heures et demie du matin et on s'arrête de travailler après minuit. Pendant ce laps de temps les ouvriers se présentent et repartent suivant les instructions que leur a données le contremaître. En moyenne, chacun de nous travaille 10 heures et demie par jour.

Malgré les nombreuses heures de travail supplémentaire, on ne gagne pas beaucoup. Je touche moi un salaire horaire de 70 pfennigs. Au mois de septembre j'ai dû faire 53 heures supplémentaires. Ces heures ont augmenté mon revenu, mais j'ai dû passer ainsi dans une classe supérieure pour les impôts de même que dans une classe supérieure pour les assurances sociales et les cotisations au Front allemand du travail. A la suite de ces retenues plus élevées, il ne me reste pour chaque heure supplémentaire en tout que 47 pfennigs. Pour les autres il en est de même. Tout cela n'a évidemment pas pour effet d'améliorer l'état d'esprit déjà exaspéré."

L'état d'esprit à bord d'un grand vapeur allemand. (I.T.F.) "Die Schifffahrt", l'organe du groupement clandestin d'ouvriers allemands du transport par eau, (adhérent à l'I.T.F.) publie dans son numéro d'août 1938 le récit suivant d'un marin allemand: "Celui qui dans un port de l'étranger regarde notre navire pourrait avoir l'impression que c'est là un bateau national-socialiste modèle. Seulement, la croix gammée à bord est trompeuse et les quelques blancs becs nazis qui sur le pont rendent les honneurs au pavais, induisent en erreur le spectateur superficiel.

Notre bateau a un équipage de près de 200 hommes dont quatorze en tout et pour tout sont membres du parti nazi ou de la S.A. maritime. 180 hommes de l'équipage ne sont pas des Nazis! Bien qu'à Hambourg et à Brême on use de tous les moyens pour amener les marins à adhérer au parti ou à se faire inscrire dans la S.A. maritime, bien qu'on leur facilite l'entrée de toutes les manières, personne pour ainsi dire n'adhère. Le personnel du pont et celui de la machine, sans s'être spécialement concertés, adopte une même attitude. Extérieurement une seule organisation existe; le parti national-socialiste, mais la très grande majorité (dans ce cas 180 hommes) ne veut rien savoir des Nazis.

L'état d'esprit à bord se manifeste assez clairement lorsque les nouvelles de bord contiennent des renseignements sur l'Espagne et spécialement lorsque les troupes de Franco subissent des défaites ou lorsque les prix montent en Allemagne et que la situation économique s'y aggrave, de même que lorsque les retenues sont une fois de plus augmentées. Toujours à nouveau on constate que chacun a le désir secret que la guerre éclate. Pourquoi? Parce qu'alors, selon l'avis de tous, toute la supériorité du national-socialisme s'effondrerait.

Plus ou moins tous souhaitent la défaite de l'Allemagne nazie. Malgré les transformations déjà faites pour pouvoir y placer des canons, notre navire ne jouera pas son rôle de croiseur auxiliaire, parce que l'équipage ne le veut point! Nous, et d'autres bateaux avec nous, nous déroberons. Il ne faut pas que le moindre bâtiment rentre dans un port allemand une fois la guerre déclanchée!"

47% des autobus allemands sont dans un état defectueux. (I.T.F.) Les conducteurs d'autobus sont contraints en Allemagne de rouler sur des véhicules dont le mauvais état constitue un danger. Les nombreux accidents ne gênent guère les "citoyens entrepreneurs". Ce n'est que lors de la préparation de la mobilisation que le ministre allemand des Communications a décrété, en raison des accidents graves qui s'étaient produits dans la circulation des autobus, une vérification de tous les autobus de propriété privée, en ce qui concerne leur fonctionnement. 5.500 autobus environ ont été vérifiés. 38,8% d'entre (Voir suite page 137) tre